



Parc national
du Mercantour

Avis conforme N° 2021-141

Saisine par autorité administrative : Commune de Guillaumes

Numéro de dossier : DP 006 071 21 F00010

Pétitionnaire : GFA de Serre-Loup

Adresse : 132 rue de France, 06 000 NICE

Nature de la demande : travaux en cœur de Parc national (nécessaires à la rénovation des bâtiments à usage d'habitation dans les zones identifiées par la charte)

Intitulé du projet : Rénovation d'un bâtiment à usage d'habitation

Localisation : parcelles n°370 et 372 section B, hameau de Barels – Le Serre, commune de Guillaumes

La Directrice de l'Établissement public du Parc national du Mercantour,

Vu le code de l'environnement et notamment les articles L.331-4, L.331-26, R.331-19 et R.331-67,

Vu le décret n°2009-486 du 29 avril 2009 modifié par le décret n°2018-754 du 29 août 2018, notamment son article 7,

Vu le décret n°2018-754 du 29 août 2018 approuvant la Charte modifiée du Parc national du Mercantour, notamment les modalités 13, 14 et 23 d'application de la réglementation dans le cœur,

Vu l'arrêté ministériel du 23 février 2007 arrêtant les principes fondamentaux applicables à l'ensemble des parcs nationaux, notamment les articles 3 et 4,

Vu la décision n°2020-353 du 25 novembre 2020, donnant délégation permanente de signature à la directrice-adjointe de l'Établissement public du Parc national du Mercantour,

Vu l'avis émis par le Conseil scientifique du Parc national du Mercantour en date du 24 mai 2021,

Considérant la déclaration préalable n° DP 006 071 21 F00010 enregistrée le 13 avril 2021,

Considérant que le projet porte sur la réfection complète d'un ancien bâtiment à usage d'habitation dans le hameau de Barels – Le Serre, « hameau » identifié par l'annexe 4 de la Charte,

Considérant que cette réfection peut contribuer à restaurer progressivement le cachet architectural des lieux, à condition toutefois d'utiliser des matériaux et des techniques traditionnels adaptés aux spécificités historiques des lieux,

Considérant également l'ancienneté du bâtiment et son potentiel archéologique,

Considérant la nécessité d'encadrer les travaux pour garantir leur concours avec les objectifs de protection des patrimoines du cœur et la conservation du caractère de celui-ci, notamment l'objectif XVII « protéger et sauvegarder le patrimoine bâti »,

DÉCIDE

Article 1 : Identité du bénéficiaire – Nature de la demande

La Directrice de l'Établissement public du Parc national du Mercantour émet un avis favorable à la demande de travaux tels que décrits au dossier n° DP 006 071 21 F00010.

Article 2 : Prescriptions

Le présent avis conforme est délivré sous réserve du respect des prescriptions suivantes :

- *Prescriptions relatives à l'organisation générale et à la tenue du chantier*

2.1. Préalablement à toute intervention sur le bâtiment concerné, le pétitionnaire est tenu d'organiser de concert avec le Service Départemental de l'Archéologie Préventive (DRAC), la mise en œuvre d'une étude d'archéologie du bâti.

2.2. Une fois que le calendrier de réalisation de cette étude sera déterminé avec le SDAP, le pétitionnaire est tenu d'informer le service territorialement concerné du Parc national du Mercantour de la date effective du début des travaux et de l'associer aux différentes réunions de chantier notamment celle de recollement.

2.3. Le chantiers et ses abords devront être maintenus en parfait état de propreté pendant toute la durée des travaux.

2.4. L'ensemble des matériaux sera stocké de sorte à limiter au maximum les risques de lessivage et de dispersion par les aléas météorologiques, la faune sauvage ou les usagers des lieux.

2.5. Le cas échéant, la bétonnière, le compresseur et le groupe électrogène nécessaires aux travaux seront équipés d'un dispositif d'isolation sonore dûment homologué. S'ils sont positionnés en extérieur, ceux-ci seront installés sur des revêtements étanches ou absorbants pour éviter toute fuite dans le milieu, de même que le réservoir d'hydrocarbure.

2.6. L'approvisionnement en eau du chantier sera réalisé à partir de la fontaine du hameau des Serres, sans aucun aménagement supplémentaire.

2.7. Les maçonneries nécessaires aux travaux seront réalisées de telle sorte que les risques de ruissellement des laitances et de résidus solides soient réduits au maximum :

- mélanges réalisés sur des revêtements étanches ou à défaut de bétonnière, dans des bacs étanches ;
- pose et séchage au sec, hors période de pluie ;
- lavage des outils de maçonnerie dans un bac permettant la décantation des laitances et la récolte des résidus secs. Interdiction stricte de lavage dans la fontaine ou son fossé d'écoulement.
- évacuation des résidus secs de décantation en-dehors du cœur de parc, vers une installation de traitement autorisée.

2.8. L'intégralité des résidus de matériaux et des déchets liés aux travaux extérieurs et intérieurs, y compris sur les emplacements de stockage temporaire des matériaux, devra être collectée et évacuée en-dehors du cœur de parc vers une installation autorisée.

Tout brûlage de ces résidus et déchets est interdit.

2.9. Le prélèvement de pierres dans le cœur du parc national est autorisé par le présent avis conforme, sous réserve que le(s) lieu(x) soi(en)t préalablement défini(s) de concert avec le service territorialement concerné du Parc national, et que les volumes prélevés correspondent strictement aux besoins des présents travaux.

2.10. Le présent avis conforme ne vaut pas autorisation de travaux en vue d'une création d'un dispositif d'assainissement individuel.

Ces travaux, obligatoires en application de la réglementation nationale, devront faire l'objet d'une demande ultérieure conformément à la réglementation en vigueur dans le cœur du parc national et dans tous les cas avant occupation effective du bâtiment.

2.11. Le présent avis conforme ne vaut pas autorisation de travaux de réfection du/des raccordements des citernes au canal des Serres de Barels.

Le cas échéant, ces travaux devront également faire l'objet d'une demande ultérieure conformément à la réglementation en vigueur dans le cœur du parc national.

2.12. Le présent avis conforme ne vaut pas autorisation de survol à basse altitude pour le transport des matériaux, engins et outils.

Le cas échéant, ces héliportages devront faire l'objet d'une demande ultérieure conformément à la réglementation en vigueur dans le cœur du parc national.

- *Prescriptions particulières relatives aux interventions sur le bâtiment, aux matériaux et aux coloris*

2.13. Le démontage de l'ancienne charpente et la réutilisation de certaines parties de celle-ci seront conditionnés à la **réalisation de prélèvements d'échantillons à des fins d'étude dendrochronologique, selon la méthodologie définie dans le cadre de l'étude archéologique - cf prescription 2.1.**

2.14. Les reprises de maçonnerie seront réalisées exclusivement à l'aide de pierres de même nature géologique et de formes similaires à celles constitutives des murs pré-existants du bâtiment – cf prescription 2.9.

2.15. Les maçonneries et les enduits de façade seront réalisées au mortier de chaux, sans teinte autre que celle du sable employé.

La composition de cet enduit devra respecter les préconisations issues de l'étude archéologique - cf prescription 2.1

L'enduit sera réalisé à fleur de pierre, finement brossé tel que prévu au dossier.

2.16. **La restauration des encadrements de baies (fenêtres, portes) se fera sans modification des dimensions pré-existantes et sans création de rejingots**, ces derniers n'étant pas autorisés par le présent avis conforme.

Les appuis seront constitués de pierres plates dont la tranche sera alignée à la façade, sans débordement.

2.17. **En façade Est, l'ouverture donnant accès au grenier pourra être transformée en fenêtre à condition que les dimensions d'origine ne soient pas modifiées. Le vitrage devra être fixe, sans carreaux et teinté sombre anti-reflet.**

Si le châssis n'est pas en bois, celui-ci devra être surdimensionné et intégré aux maçonneries de sorte à ne pas être visible de l'extérieur. Pour cette fenêtre, l'installation d'un volet extérieur n'est pas autorisée.

2.18. La charpente et la couverture du bâtiment principal ainsi que celles des deux appentis situés en façades Est et Ouest seront réalisées exclusivement en bois et bardeaux de mélèze, posés dans les règles de l'art de l'architecture traditionnelle locale et sans recours aux tôles tel que prévu dans le dossier du pétitionnaire.

2.19. **La nouvelle charpente en particulier devra strictement reproduire à l'identique, le modèle pré-existant sur le bâtiment et dûment identifié lors de l'étude archéologique - cf prescription 2.1.**

2.20. Sur l'appentis reconstruit en façade Ouest, la fermeture côté Nord par des planches verticales n'est pas autorisée. Les côtés de cet appentis devront rester ouverts.

2.21. **En façade Sud, la construction d'un balcon n'est autorisée que si l'étude archéologique démontre la pré-existence de cet élément architectural sur le bâtiment concerné.**

Si tel est le cas, ses caractéristiques seront traditionnelles des lieux à savoir qu'il sera composé :

- de corbeaux de type grumes ou poutres posé en porte-à-faux de la façade ;
- de solives sur lesquelles est installé un plancher - la solive de bordure servant de socle ;
- d'un garde-corps composé de lattes verticales espacées et insérées dans le socle, de 2 supports horizontaux et d'un appui.

2.22. **Tous les éléments bois extérieurs seront en bois de mélèze** (balcon, gardes-corps, châssis de fenêtres, volets et portes ainsi que piliers de supports des toitures d'appentis). Si ces bois sont traités, ils le seront avec des produits naturels de teinte neutre.

2.23. Les portes et volets devront être de facture traditionnelle et artisanale. Les assemblages à barres et écharpe dits « en Z » ne sont pas autorisés.

2.24. Les deux panneaux solaires prévus sur le pan Sud de la toiture disposeront d'un traitement anti-réverbération ; les châssis seront teintés dans la masse de la même teinte sombre que les panneaux.

2.25. Les gouttières en rive de toit et les tuyaux de descente en façade seront teintés dans la masse, d'une nuance mate et similaire à celle de l'enduit des façades.

- *Prescriptions particulières aux travaux de réfection des murs de soutènement, partie Est de la parcelle n°370*

2.26. Le présent avis conforme vaut autorisation de réfection des murs de soutènement situés sur la partie Est de la parcelle, sous réserve que celle-ci soit intégralement réalisée selon la technique de la maçonnerie à pierres sèches et crues, à partir des matériaux constituant l'ancien muret.
Aucun mortier à liant n'est autorisé.

2.27. En cas de besoin, la végétation entravant la réalisation de ces travaux pourra faire l'objet d'une coupe exclusivement manuelle, en préservant tout sujet d'un diamètre supérieur à 20 cm. Les rémanents de la coupe seront stockés en tas sur place ; aucun brûlage n'est autorisé.

Article 3 : Règles de caducité

Le présent avis conforme sera automatiquement caduc si les travaux ne sont pas entrepris dans un délai de 3 ans à compter de la notification de la décision municipale relative au dossier

Il en sera de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus dans un délai supérieur à une année.

Article 4 : Mesures de contrôle

La mise en œuvre de la présente décision peut faire l'objet de contrôles dans les conditions mentionnées aux articles L.170-1 et suivants du code de l'environnement, notamment par les agents de l'Établissement public du Parc national du Mercantour ou les agents commissionnés et assermentés compétents en la matière.

Conformément à l'article R.462-7 c) du code de l'urbanisme, le récolement à l'achèvement des travaux est obligatoire.

Article 5 : Autres obligations

Cet avis conforme n'exonère pas des autres autorisations requises par la réglementation en vigueur dans le cœur du Parc national. Elle ne se substitue pas aux obligations du bénéficiaire vis-à-vis des autres réglementations en vigueur.

Article 6 : Sanctions

Le non-respect de la présente décision ou d'une disposition prévue par le code de l'environnement ou la réglementation du Parc national, expose le bénéficiaire à des sanctions administratives et des poursuites judiciaires.

Article 7 : Publication

Le présent avis sera communiqué Service instructeur des demandes d'urbanisme de la Métropole Nice Côte d'Azur agissant pour le compte de la mairie de Saint-Dalmas-le-Selvage, et publié pour l'information des tiers au recueil des actes administratifs de l'établissement public du Parc national du Mercantour (<http://www.mercantour-parcnational.fr/fr/raa>).

À Nice, le 25 mai 2021

 La Directrice-adjointe
du Parc national du Mercantour

Sandrine GRANDFILS

Destinataire :
- mairie de Guillaume

Copie :
- service territorial Haut Var Cians

Le présent avis conforme peut être contesté par recours gracieux auprès de l'autorité qui la délivre, par envoi recommandé, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Il peut également être contesté dans le même délai devant le Tribunal administratif territorialement compétent.